



Cahiers d'études africaines

178 | 2005
Le retour du politique

FORREST, Joshua B. — *Lineages of State Fragility. Rural Civil Society in Guinea-Bissau*. Athens, Ohio University Press ; Oxford, James Currey (« Western African Studies »), 2003, 312 p.

Gérald Gaillard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/5490>
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 25 juin 2005
ISBN : 978-2-7132-2048-7
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Gérald Gaillard, « FORREST, Joshua B. — *Lineages of State Fragility. Rural Civil Society in Guinea-Bissau*. Athens, Ohio University Press ; Oxford, James Currey (« Western African Studies »), 2003, 312 p. », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 178 | 2005, mis en ligne le 30 juin 2005, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/5490>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Cahiers d'Études africaines

FORREST, Joshua B. — *Lineages of State Fragility. Rural Civil Society in Guinea-Bissau*. Athens, Ohio University Press ; Oxford, James Currey (« Western African Studies »), 2003, 312 p.

Gérald Gaillard

- 1 Dans cet ouvrage, Joshua Forrest¹ propose de réfléchir à la situation actuelle de la Guinée-Bissau à partir de la notion d'État faible (*weak ou soft state*). Une notion utilisée par Goran Hyden Lanöa² pour définir un État auquel manque la capacité structurelle ou institutionnelle d'imposer des décisions politiques visant à façonner la société selon ses choix et dans le cadre d'une perspective nationale. « L'État faible » résulterait du mode de développement des sociétés rurales dans les périodes précoloniales et coloniales. Le corollaire en est que les gens investissent leur énergie, leur temps, leurs ressources et leur loyauté politique dans des institutions rurales demeurant à la racine du pouvoir social et de la politique nationale. Discutant plus bas de la pertinence de ces thèses, j'exposerai d'abord la chronologie relative au développement des sociétés rurales qui les étaye. J. Forrest scande l'histoire de la Guinée-Bissau en quatre parties : l'espace politique précolonial et la rencontre afro-européenne ; l'État vainqueur et terroriste ; la période de la colonisation « apaisée » ; et enfin la guerre de libération et l'État postcolonial. Le livre comporte une introduction synthétisant l'état de la question ainsi qu'une conclusion intitulée « La Guinée-Bissau dans une perspective comparative ». L'appareil de notes est aussi riche qu'important.
- 2 La première partie se compose de trois chapitres. Le premier pose ce que l'on peut reconstruire de l'apparition des identités ethno-politiques présentes en Guinée-Bissau (papel-brame-mandjack, balanta, biafada, bunhun-cassanga, fulbe, gabouké). L'auteur

note qu'avant l'arrivée des Européens existait un réseau commercial dirigé vers l'intérieur du continent, et conclut à un vaste système d'alliances en équilibre. Si ces faits connus ont été brillamment explorés par d'autres (Hairs et Brooks), je ne connais pas de brève présentation totalisante qui vaille celle que propose ici Forrest. L'auteur montre qu'au cours de cette période des groupes humains ont appris à défendre leur autonomie tout en se montrant capables de constituer d'importants réseaux d'alliances transcendant leur individualité puis, surtout, que cette « mémoire longue » s'est conservée durant toute la période coloniale. Le deuxième chapitre propose un survol des relations africano-portugaises de 1446 à 1890, et un troisième examine les royaumes africains confrontés à l'agression coloniale portugaise. Comme dans bien d'autres pays colonisés, la puissance européenne n'a pas été perçue comme dangereuse par les autochtones au moins jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Mais, chose plus rare, il arrivait parfois que des autochtones contrôlent des villes coloniales durant des mois, voire des années. Forrest souligne que les confrontations ont été l'occasion d'alliances multi-ethniques, et que les *grumetes* (africains employés par les Européens, souvent gens de la mer, lusitaniens et christianisés) n'étaient pas systématiquement les alliés des Portugais. Il passe en revue les guerres du Gabu, la rébellion des Fulbe-Djiabè et l'avènement de l'État de Musa Molo auquel s'est lié par traité le gouverneur portugais. Là encore, et notamment grâce à l'extraordinaire travail de René Pélissier³, les faits sont connus, mais Forrest souligne que Molo était, plus que les Portugais, le bénéficiaire du traité puisqu'il contrôlait sans eux la majorité du territoire. Par un examen géographique systématique, l'auteur montre aussi qu'en dépit de multiples incidents et combats, l'élément essentiel et permanent des relations africano-européennes aura été l'existence de « tributs » (ou taxes) payés par les Portugais aux puissances locales dans un ensemble où les alliances sont toujours pragmatiques. Elles partagent ou unissent, selon les cas, les groupes ethniques.

- 3 Dans la deuxième partie du livre, en deux chapitres, l'auteur traite de la résistance en montrant qu'elle a été l'occasion d'alliances multi-ethniques nouvelles, notamment lors du grand siège de Bissau (1890-1909). Au début de la deuxième décennie du XX^e siècle, l'État colonial ne contrôlait qu'un dixième du territoire de l'actuelle Guinée-Bissau. Le reste du pays était sous l'autorité de leaders locaux. Il faudra que les Portugais en appellent au mercenaire Sénégalais Abdul Injai, pour qu'après une guerre de terreurs, ils installent des bases permanentes dans la région de Cacheu puis de Mansoa. Le fait qu'Inja soit parvenu à maintenir, pendant une quinzaine d'années, le contrôle de territoires beaucoup plus étendus que ceux qui étaient contrôlés (très vaguement) par les Portugais montre que ces derniers ont longtemps été ses alliés, et non l'inverse. S'ils l'ont vaincu par la suite, ils n'en sont pas pour autant devenus les propriétaires du pays.
- 4 C'est ce que montre le chapitre 6 qui ouvre la troisième partie du livre. Passant de la période de la résistance armée à celle de la construction d'un État colonial, l'auteur affirme qu'y compris durant la période 1923-1950, les formations sociales rurales ont réussi à conserver leur autonomie et à rester en dehors d'une autorité extérieure centralisatrice. Les Portugais ont même été incapables de lever l'impôt de case ou de faire appliquer le travail forcé chez les Bijogos ou chez les Balanta, notamment jusqu'en 1944 dans la région de Catio. Forrest renvoie à Terence Ranger, qui le premier a insisté (dans une série d'articles publiés en 1968 dans le *Journal of African History*) sur les liens subjectifs et objectifs qui existent entre les soulèvements nationalistes de la période coloniale et la résistance à la colonisation. Mais l'auteur va plus loin en tentant de montrer que l'autonomie et la capacité de résistance « du local » s'enracinent dans cette « mémoire

longue » d'un passé précédant la période de conquêtes coloniales qu'il a systématiquement traquée dans les chapitres précédents. Le chapitre 7 souligne qu'entre 1920 et 1960, les formations sociales locales et les autorités qui en émanaient déterminaient seules leurs modes de fonctionnement. Dans la mesure où les chefs appointés par l'administration ne gouvernaient pas, ils sont devenus les porte-parole de conseils traditionnels légitimes ou, impuissants, et sont entrés en conflit avec la population. Dans les deux cas, ils ont été incapables de promouvoir les intérêts de « l'universalité du centre » (représenté par l'État colonial). Les sociétés balantes (étudiées par Handem et Hawthorne) qui représentent 30 % de la population, restèrent exclusivement structurées selon le principe de classes d'âge ; les communautés mandjack (étudiées par Gable et Crowley) (15 % de la population) demeurèrent quant à elles encadrées par des sociétés plus ou moins secrètes, rassemblées autour de sanctuaires et d'autels. La vie sociale, politique et économique de ces communautés resta entièrement liée à des sites religieux multiethniques (les migrants étant rattachés à un sanctuaire spécifique) qui étaient à la fois la principale force politique villageoise et une source d'unité régionale. Mais les sociétés rurales guinéennes n'ont pas seulement « inhibé la pénétration politico-administrative coloniale », elles ont aussi développé un intense réseau commercial informel (riz, huile et vin de palme, poisson, volaille, orange, etc.) qui s'étendait au-delà des frontières et privait l'État de ressources-clés. La démonstration de ce point fait l'objet du chapitre 8. Durant toute la période coloniale, la production agricole est restée entre les mains des paysans car, à la vague exception de la région gabunké pour les arachides, les politiques agricoles voulues par la colonisation, n'ont eu aucun succès. On est loin de la transformation des paysans en salariés du capitalisme qu'on a pu observer avec le développement de l'exploitation du café-cacao de Côte-d'Ivoire, celle du coton au Mali ou au Tchad par la CFTD (Compagnie française de développement des fibres textiles) ou encore des opérations de l'Office du Niger. Le gouverneur Viegas écrit d'ailleurs dans les années 1930 que l'administration du pays « est plus théorique que réelle ». L'État était alors incapable d'imposer une quelconque administration, d'autant plus que ses 359 fonctionnaires souvent corrompus (liste d'exemples p.170) ne disposaient d'aucun fonds. Ce n'est que vers 1950 que les impôts ont été effectivement levés sans que le gouvernement colonial ne réussisse pour autant à mettre en place une administration et une économie nationales.

- 5 C'est en trois chapitres que la quatrième partie du livre examine la période la plus récente. La thèse essentielle est que la relative autonomie dont jouissaient les communautés rurales leur a permis de s'engager sans difficulté structurelle du côté du mouvement indépendantiste. La révolte s'est développée non contre des chefs nommés ou des colons despotiques mais contre les prétentions de l'État central à venir diriger les campagnes. C'est région par région que l'auteur étudie cette dynamique. Il conclut que les gens furent souvent neutres, que l'identité ethnique a moins déterminé leur choix que l'on a pu parfois l'écrire, et affirme au contraire que la mobilisation de la société rurale pour l'indépendance a été (de nouveau) multi-ethnique. Émergeant au sein des intellectuels urbains, le mouvement nationaliste s'est répandu dans les campagnes en vertu de l'espace propre dont celles-ci continuaient de disposer. Même si Forrest n'en fait pas mention, l'on sait que Cabral a finalement renoncé à son projet de création d'un impôt dans les zones libérées, puis, peu avant son assassinat, dans les fermes collectives qui occupaient celles des Portugais en fuite. Le troc des *amazens do povo* (magasins du peuple) du PAIGC s'est greffé sur celui des réseaux informels. Bref, les campagnes étaient

autonomes au moment de l'indépendance. Le chapitre 10, qui traite de l'État postcolonial, s'ouvre sur : « Le PAIGC s'était imposé une tâche impossible en assumant le pouvoir national » (p. 205). Il s'agit là d'une déclaration aux antipodes de celles que les progressistes comme Forrest (Davidson, Chabal, Rudebeck, etc.) tenaient il y a quelques années. L'État faible post-indépendance-PAIGC n'a survécu qu'en se coulant dans le moule de la politique de terreur de l'État faible bissau-portugais. L'enthousiasme de Luiz Cabral pour l'État est retombé, et le régime n'a tenu que grâce à une féroce répression des opposants. Nino Vieira fera évidemment de même après son coup d'État de 1979. La thèse est que la victoire totale et sans concession qu'a permise l'autonomie des communautés rurales contre la pénétration étatique s'est transformée en un handicap majeur pour l'État postcolonial. Beaucoup d'instances, y compris celles mises en place durant la guerre par le PAIGC telles que les comités de villages, ont été investies par les pouvoirs locaux. La présence étatique était si faible que le gouvernement n'eut d'autre choix que de reconnaître en 1987 les chefs traditionnels comme autorité légitime (processus examiné par Clara Carvalho dans les îles de Jeta et Pecixe). Si les écoles coraniques individuelles fleurissent aujourd'hui, celles de l'État sont fréquentées par moins de 37 % d'une classe d'âge (contre 60 % dans les années 1970), et le secteur commercial informel ainsi que la contrebande avec le Sénégal et la Guinée Conakry continuent à priver l'État d'une de ses principales ressources. Les dynamiques renouvelant le monde social lui sont d'ailleurs extérieures, comme l'illustre l'exemple du mouvement Ki Yang-Yanga qui est à la fois religieux et féministe. La guerre de 1998-1999, qui a abouti au renversement de Nino Vieira, illustre une fois de plus l'autonomie populaire confrontée à un État si fragile qu'il dut avoir recours, sans succès, à des troupes étrangères (sénégalaises et guinéennes).

- 6 Dans la mesure où Forrest s'est appuyé sur des archives consultables et des textes déjà publiés, ses exemples privilégient le centre et le nord du pays (notamment la région de Cacheu), et peu le Foréah. Le Tombali et le Kandiafara sont pratiquement absents dans cette étude. Cela est toutefois sans importance puisque l'on peut sans risque assurer que ces conclusions y sont encore plus vraies pour ces dernières régions. En revanche, en parlant de paysans qui disposent de circuits extérieurs aux logiques de l'État, l'auteur aurait gagné à mettre à la disposition du lecteur les données disponibles concernant la production, l'autonomie alimentaire, les flots commerciaux, les exportations et l'expatriation. On regrettera qu'il n'ait pas pris en compte ces aspects économiques.
- 7 Les résultats de son travail et les thèses qui y sont étayées posent évidemment une série de questions. Notons d'abord les blancs : pourquoi ces régions auraient-elles plus que d'autres (le Golfe de Guinée par exemple) et sans doute « plus tôt », connu l'état d'anarchie ordonnée des Nuers et Dinka (qui occupent un territoire sans doute plus étendu que la Guinée-Bissau et dont le nombre est au moins égal à celui de ses habitants) ? Une alliance qui demeurerait stable deviendrait vite un pouvoir supérieur. On assisterait progressivement à l'émergence d'un pouvoir de type étatique. On dira donc que c'est parce que les alliances sont instables qu'aucun pouvoir d'État ne se constitue. Mais pourquoi auraient-elles conservé une telle structure alors que d'autres régions se transformaient ? Devant l'absence de construction d'un État colonial pénétrant les campagnes, ne faut-il pas incriminer plus que Forrest ne le fait, l'incapacité d'un Portugal peu industriel à coloniser ? C'est l'interprétation de Pélissier⁴ et de la plupart des commentateurs et historiens (Jules Ferry : « La colonisation est fille de l'industrie »). L'accent mis par Forrest sur la « volonté d'autonomie des sociétés rurales » rappelle la conception des communautés amérindiennes qu'avait Pierre Clastres. Tout comme ces

dernières ont refusé le pouvoir centralisé, les sociétés rurales guinéennes ont refusé l'État. Leur « but », écrit Forrest, « n'est pas de redistribuer le pouvoir d'État mais de garder leur autonomie et légitimité ». La proposition me semble phénoménologiquement juste mais les sciences sociales n'ont-elles pas pour mission première de traquer les structures profondes ? Aussi demanderais-je si ce « but » n'est pas l'expression de la résistance des structures socio-économiques et symboliques traditionnelles qu'il s'agit de dégager⁵.

- 8 Mais les conclusions de Forrest imposent surtout un nouveau regard rétrospectif sur les dynamiques de la guerre de libération (1962-1974). Ce point est double. On se souvient des propositions d'Amilcar Cabral concernant l'aptitude des communautés à rejoindre son combat. Selon ce dernier, les sociétés dites horizontales, plus démocratiques (ou plus rhizomatiques), se rangeaient du côté de la révolution, alors que la structuration hiérarchique des sociétés dites verticales les portait plus facilement à la collaboration avec les Portugais. De fait, l'opposition en termes de choix ethnique serait moins marquée qu'on ne l'aurait écrit, et la nature du rapport au centralisme étatique serait l'élément déterminant. Plus marquante encore est la conclusion de Forrest selon laquelle la consistance nationale plonge, bien au-delà de la guerre d'indépendance, dans le réseau des alliances de ces ethnies-lignages. Il y a là beaucoup à dire. S'il en est ainsi, le PAIGC n'a pas rassemblé ni uni les ethnies comme il est toujours répété. Il a plutôt hérité de la mémoire d'alliances interethniques anciennes sur lesquelles il s'est appuyé. L'avantage de ce schéma est d'expliquer ce qui, pour certains, était toujours resté un mystère. Je n'ai personnellement jamais cru que la force propre de l'élan révolutionnaire suffise à expliquer que des paysans animistes ou musulmans soient allés s'engager derrière les Luso-Africains souvent caboverdiens qui constituaient le plus gros des cadres du parti durant les premières années de la lutte. Par la voix d'Amilcar Cabral, ces descendants de *grumetes* sont même allés jusqu'à réprimer les pratiques magiques négro-africaines, lors du premier congrès du parti à Cassaca en 1964. Seule la représentation des Luso-Africains dont était porteuse la mémoire longue des ruraux peut expliquer qu'ils aient suivi des cadres souvent métis et caboverdiens, ayant fait leurs études à Lisbonne et jusque-là, d'une manière ou d'une autre, au service de la colonisation. Cela n'a pourtant pas suffi puisque, après les premières libérations territoriales, nombre de leaders des communautés concernées en seraient restés là. Ils furent exécutés. Plutôt que la construction d'une nation (voire pour Rudebeck celle d'un « nouvel ordre social »⁶), on devrait aujourd'hui dire que se serait mise en place une nouvelle alliance entre des communautés rurales luttant pour conserver leur indépendance et un groupe social urbain dominé, désireux de s'emparer du pouvoir d'État. Le Parti, maintenant un semblant d'unité entre Caboverdiens, Luso-Africains et Africains rompu avec le coup d'État de 1981. Ce n'est pas tout à fait que l'hymne national se trompe lorsqu'il parle d'une « nation forgée dans la lutte » car à la guerre de libération correspondent les premiers éléments de l'apparition de la représentation populaire d'une nation bissauguinéenne mais qui — caractéristique majeure — précède la naissance de l'État et n'en suppose pas obligatoirement l'existence. On peut d'ailleurs demander si l'apport essentiel à l'universalisme de la longue lutte de libération ne serait pas la diffusion du KRIOLO jusque-là peu employé par les milieux ruraux usant de leurs idiomes spécifiques. Mais la fidélité à la nation (ce gain d'universalité) n'est pas définitive et semble en panne, si ce n'est en régression, or le pire n'est jamais impossible.

- 9 Considérant notre aujourd'hui, le travail de Forrest pose aussi, après d'autres, la question du lien entre « *weak state* » et sous-développement. L'auteur n'en dit mot. Est-ce parce que la notion de développement est en elle-même discutable ? Car si l'État y est incapable de diriger le pays et d'en organiser la croissance économique, on ne meurt pas de faim en Guinée-Bissau et la pauvreté n'y a pas l'aspect de la misère matérielle, sociale et morale qu'on observe dans d'autres lieux pourtant supposés nettement plus riches selon les mesures de la Banque Mondiale.
-

NOTES

1. Professeur au département de sciences politiques de l'université de Vermont, Joshua FORREST est co-auteur, avec Richard LOBBAN, d'un *Historical Dictionary of the Republic of Guinea-Bissau* (Metuchen, Scarecrow Press, 1987) et auteur de *Namibia's Post-Apartheid Regional Institution : The Founding Year* (Rochester, University of Rochester Press, 1998) et de *Guinea-Bissau : Power, Conflict and Renewal in a West African Nation* (Boulder, Westview Press, 1992).
2. *No Shortcuts to Progress*, Berkeley, University of California Press, 1983.
3. *Naissance de la Guinée*, Orgeval, Pélissier, 1989.
4. *Le Naufrage des caravelles*, Montamets, Pélissier, 1979.
5. Concernant ce dernier point, je me permets de renvoyer à C. GEFFRAY, *Trésors : anthropologie analytique de la valeur*, Strasbourg, Arcanes, 2001.
6. L. RUDEBECK, *Guinea-Bissau : A Study of Political Mobilization*, Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, 1974.